

## A PROPOS DU 1er MAI

Au lendemain du référendum et du départ de de Gaulle, le traditionnel "défilé" de la C.G.T. du 1er Mai prenait une signification politique dépassant largement son cadre habituel. Le fait que la C.G.T. ait été le seul syndicat à y appeler rendait à l'U.N.E.F. la tâche très difficile pour négocier sa participation au cortège ouvrier. La tâche était rendue d'autant plus ardue par les options politiques très claires que le P.C. entendait donner au défilé strictement syndical et revendicatif. La politique électoraliste du P.C.F. : candidat unique de la gauche, rassemblement des forces démocratiques, programme commun de compromission avec la social-démocratie ou ce qu'il en reste. Tout cela rendait nécessaire une manifestation rassurante, dans l'ordre et surtout sans débordement de la base.

La candidature Defferre, la combativité de la masse ouvrière a mis la bureaucratie du P.C.F. dans une situation intenable puisqu'en effet devant le refus de négocier de la S.F.I.O. la manifestation ne pouvait avoir pour débouché l'appel à l'Unité de la gauche et que d'autre part les cadres cégétistes craignaient, dans le climat politique actuel, de ne pouvoir cantonner les militants dans des mots d'ordre classiques d'échelle mobile ou de retraite à soixante ans.

Pour ces raisons : faillite de sa politique et attrait des mots d'ordre plus radicaux des "gauchistes", la G.G.T. a préféré supprimer une manifestation qu'elle n'était pas à même de contrôler. Pour justifier aux yeux de la classe ouvrière sa démission, la C.G.T. a utilisé ses calomnies habituelles, sur la collusion des fascistes des Comités d'action civique et des gauchistes préparant une vaste provocation contre la classe ouvrière, allant jusqu'à dire dans l'Humanité "Il s'avère une fois de plus que le gauchisme est au service des pires ennemis des travailleurs".

Quelle a été l'attitude du B.N. de l'U.N.E.F. au cours de ces derniers jours décisifs du mois d'Avril ?

~ Avant l'annulation de la C.G.T. -

Au cours d'une réunion du S.N.E., le principe d'une manifestation du mouvement de masse étudiant aux cotés des travailleurs avait été décidé. Cela différait de la position de Rouge (manifestation du Mouvement révolutionnaire, se présentant comme une alternative au cortège C.G.T.), des camarades de l'Huma Rouge qui avaient décidé de défiler derrière les banderoles des comités de base Renault et de la cause du peuple qui envisageait un affrontement direct avec le S.O. de la C.G.T. de façon à s'introduire physiquement dans le cortège.

.../...

ouvrier. Le B.N. de l'U.N.E.F. quant à lui avec les C.A.L. et le M.R. avait décidé de s'en tenir à sa position et de ne pas chercher de compromis avec les divers groupuscules. Des contacts étaient pris avec la C.F.D.T. et la F.E.N. qui refusaient de participer à la manifestation sous prétexte de ne pas cautionner une manoeuvre électorale du P.C. L'U.N.E.F. se trouvait donc seule face à la C.G.T. et de ce fait dans une position de faiblesse pour négocier une place au milieu du cortège ouvrier. Comme prévu la C.G.T. refusa toute négociation.

A la lumière de cette situation, une nouvelle réunion du S.N.E. décida que l'U.N.E.F. défilerait derrière le cortège de la C.G.T. mais que pour marquer clairement ses distances à l'égard des bureaucraties réformistes, elle ne rejoindrait le cortège ouvrier à la Bastille qu'après avoir défilé de façon autonome de la Gare de Lyon à la Bastille. Il était également prévu de participer à l'arrivée place de la République à un meeting organisé par divers C.A. d'entreprises et de quartier ainsi que la C.G.T. sciences humaines.

- Après l'annulation de la C.G.T.

Mardi 29 Avril à 18 heures, tombait la nouvelle de l'annulation de la manifestation par la C.G.T. Une réunion extraordinaire de S.N.E. était convoquée à 23 heures, à l'unanimité et après un long débat décision fut prise de maintenir pour notre part le mot d'ordre de la manifestation. Dans le courant de la nuit le parti nous donnait son accord et dans la mesure du possible son soutien militant. Un communiqué était aussitôt envoyé à la presse. Des contacts avec divers groupuscules laissaient présager un accord sur une manifestation relativement unitaire du mouvement étudiant. Pour des raisons aisément compréhensibles, le parcours Bastille-République était conservé comme un substitut révolutionnaire à la carence des directions traditionnelles du mouvement ouvrier, il était nécessaire de donner à la manifestation U.N.E.F. un caractère d'exemplarité et d'inviter les travailleurs eux-mêmes à pallier à la démission scandaleuse de leur organisation.

Le 30 Avril à 10 heures, la préfecture de police nous faisait connaître l'interdiction de toute manifestation pour la journée du 1er Mai. Cette hypothèse avait naturellement été envisagée et une coordination parisienne avait été convoquée à 11 heures au B.N. Elle fut essentiellement consacrée à une analyse politique de la situation mais aucune décision définitive ne put être prise. Il fut décidé néanmoins d'aller en référer à la base dans chaque fac puis de se réunir de nouveau à 15 heures. A cette réunion le B.N. de l'U.N.E.F. proposa aux C.A. deux possibilités selon l'état de mobilisation constaté dans les facs : soit une manifestation clandestine (de type Mexico ou Reuilly), soit si cela s'avérait impossible un meeting. Les camarades de Rouge d'une part et les spontanéistes d'autre part avaient quant à eux décidé que quelle que soit notre décision ils organiseraient pour leur part leur propre manifestation. Les divers C.A. se montrèrent dans l'ensemble plutôt hostiles à une manifestation clandestine très difficile à préparer en 24 heures d'autant que les facs étaient fermées le 1er Mai. De ce fait en dépit de notre préférence pour cette solution et du fait de l'attitude

sectaire de Rouge qui ne participait pas au débat, il apparut impossible d'organiser véritablement Une telle manifestation.

La position de repli défendue essentiellement par le M.R, et les C.A.L. était un meeting à la Cité internationale. Le B.N. conscient de l'impréparation voir de l'inopportunité compte tenu de l'atomisation du mouvement, d'une telle initiative, décida néanmoins d'y appeler car en dernière analyse et quels qu'en soient les risques, c'était l'ultime moyen de manifester l'existence et la volonté de lutte du mouvement étudiant en ce 1er Mai de démission des organisations réformistes de la classe ouvrière.

Le bilan de ce 1er Mai apparaît aujourd'hui comme tristement représentatif de l'état des forces révolutionnaires affaiblies et divisées. La manifestation de Rouge à Saint-Denis a rassemblé un millier de militants ; son impact fut très limité, celle des spontanéistes à Belleville est apparue encore plus isolée (3 à 400 personnes) ; quant au meeting de l'U.N.E.F., il a réuni un millier de militants et un certain nombre de travailleurs. Ces diverses expériences ont démontré que comme nous l'avons toujours dit le mouvement étudiant ne pouvait présentement apparaître que comme une force d'appoint du mouvement ouvrier et non comme certains ont essayé vainement de le démontrer comme un pôle révolutionnaire remplissant le rôle de substitut d'une organisation révolutionnaire de la classe ouvrière.

Il ne faut néanmoins pas tirer de cette journée d'échec des conclusions trop pessimistes pour l'avenir : si le mouvement étudiant sait tirer les leçons de ses erreurs, s'il parvient à jouer le rôle qui est le sien, c'est-à-dire mener des luttes anti-capitalistes exemplaires sur son terrain, qui est celui de l'Université, s'il parvient par l'intermédiaire de ses avant-gardes politiques à maintenir une liaison effective avec les éléments les plus conscients de la classe ouvrière, le mouvement étudiant pourra mener à nouveau des luttes de masse et jouer totalement son rôle de soutien et d'allié de la classe ouvrière contre la bourgeoisie.

**Bulletin intérieur des ESU** – 13 mai 1969  
Supplément à Directives n° 154 du 9 mai 1969.